

NOTICE FIP CAPITAL PROXIMITÉ 2

FONDS D'INVESTISSEMENT DE PROXIMITÉ

Régi par le livre II chapitre IV du Code Monétaire et Financier (Art. L 214-1 à L 214-41-1 et L 231-3 à L231-6)

AVERTISSEMENT DE L'AUTORITE DES MARCHES FINANCIERS

Lorsque vous investissez dans un FIP (fonds d'investissement de proximité), vous devez tenir compte des éléments et des risques suivants :

- Le fonds va investir au moins 60% des sommes collectées dans des entreprises à caractère régional, dont au moins 10% dans de jeunes entreprises (créées depuis moins de 5 ans). Les 40% restant seront éventuellement placés dans des instruments financiers autorisés par la réglementation, par exemple des actions ou des fonds (ceci étant défini dans la notice du FIP).

- Pour vous faire bénéficier de l'avantage fiscal, les seuils de 10 et de 60% précédemment évoqués devront être respectés dans un délai maximum de 2 exercices et vous devrez conserver vos parts pendant au moins 5 ans. Cependant la durée optimale du placement n'est pas liée à cette contrainte fiscale du fait d'investissements du fonds dans des sociétés régionales, souvent de petites tailles, dont le délai de maturation est en général plus important.

- Votre argent va donc être en partie investi dans des entreprises qui ne sont pas cotées en bourse. La valeur de vos parts sera déterminée par la société de gestion, selon la méthodologie décrite dans le règlement du fonds, sous le contrôle du dépositaire et du commissaire aux comptes du fonds. Le calcul de cette valeur est délicat.

- Le rachat de vos parts par le fonds peut dépendre de la capacité de ce dernier à céder rapidement ses actifs ; elle peut donc ne pas être immédiate ou s'opérer à un prix inférieur à la dernière valeur liquidative connue. En cas de cession de vos parts à un autre souscripteur, le prix de cession peut également être inférieur à la dernière valeur liquidative connue.

L'AMF appelle l'attention des souscripteurs sur le niveau élevé des frais directs et indirects maximum auxquels est exposé ce fonds. La rentabilité de l'investissement envisagé suppose une performance élevée et continue des marchés financiers.

Au 29 décembre 2006, la part de l'actif investie dans des entreprises éligibles aux FIP gérés par la Société de gestion ODYSSEE Venture est la suivante :

Dénomination du fonds	Date de création	Pourcentage de l'actif éligible à la date du 29/12/2006	Date à laquelle l'actif doit comprendre au moins 60% de titres éligibles
Capital Proximité	31/12/2005	25,2%	30/06/2008

Nom du Fonds : **CAPITAL PROXIMITE 2**

Société de Gestion : **ODYSSEE VENTURE**
Adresse : 26, rue de Berri - 75008 PARIS

Dépositaire : **RBC DEXIA INVESTOR SERVICES BANK FRANCE**
Adresse : 105 rue Réaumur - 75002 PARIS

Délégué de la gestion comptable et administrative : **RBC DEXIA INVESTOR SERVICES FRANCE** Adresse : 105, rue Réaumur - 75002 PARIS

Commissaire aux Comptes : **KPMG Audit**
Adresse : 1 cours Valmy - PARIS La Défense

CARACTERISTIQUES JURIDIQUES DU FONDS

FONDS COMMUN DE PLACEMENT A RISQUES (FCPR), placé sous le statut juridique et fiscal des FONDS D'INVESTISSEMENT DE PROXIMITE (FIP).

ORIENTATION DES PLACEMENTS

Le Fonds sera investi au moins à 60% dans des sociétés éligibles au quota des FIP. Le placement du solde de l'actif répondra à un objectif de diversification, et sera principalement investi en actifs liés au secteur immobilier.

Conformément aux dispositions de l'article L 214-41.1 du CMF, l'actif du FIP est constitué à concurrence de 60% au moins de valeurs mobilières, parts de SARL et avances en compte courant, et de 10% au moins dans des nouvelles entreprises exerçant leur activité depuis moins de 5 ans, telles que définies par le 1 et le a du 2 de l'article L 214-36 du CMF, émises par des sociétés ayant leur siège dans un Etat membre de la Communauté européenne qui sont soumises à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun ou en seraient passibles dans les mêmes conditions si l'activité était exercée en France.

Ces sociétés doivent en outre : (i) exercer leurs activités principalement dans des établissements situés dans la zone géographique constituée par les régions Ile-de-France, Bourgogne, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou y avoir établi leur siège social ; (ii) répondre à la définition des petites et moyennes entreprises figurant à l'annexe I au règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission, du 12 janvier 2001, concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises ; (iii) ne pas avoir pour objet la détention de participations financières, sauf à détenir exclusivement des titres donnant accès au capital de sociétés dont l'objet n'est pas la détention de participations financières et

qui répondent aux conditions d'éligibilité ci-dessus.

Pour la partie de l'actif éligible au ratio de 60%, la Société de gestion privilégiera une bonne diversification sectorielle des investissements. Ceux-ci seront orientés principalement vers les services à la personne, les services aux entreprises, ainsi que les secteurs informatique, santé, industrie et distribution spécialisée. Le Fonds effectuera principalement des investissements de type capital développement ou capital transmission, c'est-à-dire des investissements dans des entreprises sélectionnées pour leur maturité et leur rentabilité. Les investissements orientés vers les jeunes entreprises seront proches du ratio minimum de 10% prévu par la loi. Ils seront concentrés dans les secteurs informatique, électronique et santé. Le Fonds investira dans des PME de moins de 250 personnes, dont soit le chiffre d'affaires n'excède pas 50 millions d'euros, soit le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros.

En fonction des opportunités, ces participations seront principalement composées de valeurs mobilières (actions, obligations convertibles, obligations remboursables en actions, bons de souscription d'actions...) de sociétés non cotées ayant leur siège dans les pays de l'Union Européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace Economique Européen ayant conclu avec la France une convention fiscale qui contient une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude ou l'évasion fiscale, ou de sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un des marchés d'instruments financiers français ou étrangers, dont le fonctionnement est assuré par une entreprise de marché ou un prestataire de services d'investissements ou tout autre organisme similaire étranger d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace Economique Européen, émis par des sociétés dont la capitalisation boursière est inférieure à 150 millions d'euros, dans le respect des règles énoncées ci-dessus.

Le fonds investira dans des entreprises non cotées et dans des entreprises cotées, dans la limite fixée par le Code monétaire et financier (« CMF »), soit à la date d'agrément du Fonds 40% minimum en entreprises non cotées et 20% maximum en entreprises cotées.

Le Fonds a vocation à prendre des participations minoritaires. Conformément à la législation, le pourcentage de participation du Fonds au capital de chaque entreprise ne peut excéder 35%.

Pendant le délai d'atteinte du ratio de 60%, les sommes non encore investies en actifs éligibles seront investies en produits de trésorerie, essentiellement sous forme de placements monétaires.

La part de l'actif qui n'a pas vocation à être investie en titres d'entreprises éligibles au ratio de 60% sera gérée selon un mode diversifié sur la durée de vie du fonds. Elle aura vocation à être investie principalement en actifs liés au secteur immobilier sous la forme d'actions, d'obligations convertibles ou autres valeurs mobilières, de parts sociales ou d'avances en compte courant dans des sociétés cotées et non cotées pour atteindre 30% à 40% de l'actif. La priorité sera donnée aux sociétés foncières qui investissent dans de l'immobilier commercial. De même, cette partie de l'actif sera progressivement désinvestie à compter de l'avant dernier exercice précédant l'échéance du Fonds. Le solde sera investi en produits actions, en produits de taux obligataires et monétaires, et de gestion alternative ou de parts de FCPR ou d'entité dans le cadre de la réglementation applicable aux FCPR dans la limite de 10% de l'actif, essentiellement sous la forme d'OPCVM. La Société de gestion pondérera cette stratégie de gestion de long terme en fonction de l'évolution de l'activité économique des pays de la zone OCDE et des niveaux atteints par les indices boursiers. Le profil de risque des investissements hors quota est donc principalement lié à l'évolution du marché immobilier et de la consommation des ménages. Il pourra aller jusqu'à représenter l'intégralité de cette part de l'actif et exposera donc à due proportion le Fonds aux évolutions de ces marchés. Le Fonds ne sera que marginalement exposé à un risque de taux.

Le Fonds n'acquerra pas de warrants. Le Fonds n'a pas vocation à investir sur les marchés à terme, les instruments dérivés ou les fonds d'investissement étrangers non coordonnés.

SOUSCRIPTEURS CONCERNES

Personnes physiques ou morales.

DUREE CONSEILLEE DE PLACEMENT

Le Fonds est créé pour une durée de 8 ans à compter de sa constitution. Cette durée pourra être prorogée par la société de gestion pour une durée de deux fois 1 an maximum. La Société de gestion peut décider à tout moment de la dissolution du Fonds, ou de sa mise en préliquidation.

CATEGORIES DE PARTS

Les parts A sont réservées aux investisseurs, personnes physiques ou morales et aux OPCVM. La souscription des parts B est réservée à la société de gestion et aux membres de l'équipe de gestion (mandataires sociaux, salariés, prestataires de services).

Les parts A ont vocation à percevoir en une ou plusieurs fois, à titre précipitaire, leur montant souscrit et libéré tant durant la vie du fonds qu'à sa liquidation, puis 80% des produits et plus-values nets constatés sur les actifs dans les conditions prévues à l'article 13 du règlement.

Les titulaires de parts B souscriront en tout 500 parts B pour un montant total de 5000 euros, soit 0,02% des souscriptions pour un fonds de 25 millions d'euros. Ces parts leur donneront droit, dès lors que le nominal des parts A aura été remboursé, à percevoir 20% des produits et plus-values nets. Dans l'hypothèse où les porteurs de parts A ne percevraient pas le montant nominal de ces parts, les porteurs de parts B perdront la totalité de leur investissement dans ces parts B.

AFFECTATION DES RESULTATS

La Société de gestion capitalisera annuellement l'intégralité des résultats du Fonds durant la période d'indisponibilité fiscale de 5 ans (article 92 G et 163 quinquies B du CGI). A l'issue de la période d'indisponibilité, et au plus tôt le dernier jour de bourse de décembre 2013, la Société de gestion pourra procéder à la distribution d'une partie des avoirs du Fonds en espèces.

FISCALITE

La Société de gestion tient à la disposition de tout porteur qui en fait la demande les règles fiscales relatives au Fonds.

SOUSCRIPTIONS

Les souscriptions sont effectuées en numéraire et traduites en dix-millièmes de parts pour la fraction de l'investissement qui ne correspond pas à une part entière. Les souscriptions doivent être intégralement libérées auprès du dépositaire le jour de la création des parts. Les souscriptions de parts A sont majorées de 5% maximum à titre de droits d'entrée acquis à la Société de gestion et au distributeur.

1. Première souscription

Une première période de souscription commencera à l'agrément du Fonds par l'Autorité des marchés financiers et s'achèvera le 31 décembre 2007 à 12 heures. Pendant cette période, les souscriptions sont effectuées sur la base de la valeur d'origine de la part et reçues auprès du dépositaire. Elles seront enregistrées en date du 31 décembre 2007, date de la création des parts.

2. Seconde souscription

Une seconde période de souscription commencera à la constitution du fonds et s'achèvera le 31 décembre 2008. Ces souscriptions seront effectuées sur la base de la valeur liquidative de la part le dernier jour ouvré du mois et reçues auprès du dépositaire. Elles seront enregistrées le dernier jour ouvré du mois, date de création des parts. La seconde période de souscription pourra être clôturée par anticipation avec un délai d'information préalable de 15 jours. Aucune souscription ne sera recueillie après le 31 décembre 2008.

CESSION

Modalités de cession

Les parts A sont cessibles à tout moment. Il est toutefois rappelé que les avantages fiscaux mentionnés à l'article 7 du règlement sont conditionnés à la conservation des parts pendant une durée minimale de cinq ans à compter de leur souscription.

Il n'existe aucune garantie de cession. Toutefois, les copropriétaires ont la faculté de demander à la société de gestion, par l'intermédiaire du dépositaire, de rechercher un acquéreur.

Commission de cession : 5% TTC de la valeur de cession acquis à la société de gestion et à la charge du cédant, en cas d'intermédiation.

Les cessions de parts B ne peuvent être effectuées qu'entre personnes répondant aux critères de leur souscription.

RACHATS

Modalités de rachat

Aucune demande de rachat de parts A ne peut être formulée avant l'expiration d'un délai de huit ans à compter de la constitution du fonds.

Cependant, à titre exceptionnel et dans les conditions précisées à l'article 13 du règlement, les rachats qui interviennent avant l'expiration de ce délai sont acceptés s'ils sont justifiés par le licenciement, l'invalidité ou le décès du porteur ou de son époux(se) soumis à une imposition commune. Ces demandes de rachat, accompagnées de leurs pièces justificatives, sont réalisées sur la base de la prochaine valeur liquidative, sans retenue d'aucun frais.

Les demandes de rachat sont effectuées auprès de l'établissement dépositaire. Elles sont réalisées sur la base du prix de rachat calculé lors de l'établissement de la première valeur liquidative suivant le jour de réception de la demande. Les rachats sont effectués uniquement en numéraire. Ils sont réglés par le dépositaire dans un délai de 15 jours suivant celui de l'évaluation de la part et d'un an maximum si le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le Fonds.

Commission de rachat : néant

VALEUR LIQUIDATIVE

La valeur liquidative est établie le dernier jour ouvré de chaque mois.

FRAIS DE FONCTIONNEMENT

Commission annuelle de gestion : 3,5% TTC de l'actif net

Autres frais plafonnés : (i) rémunération annuelle du dépositaire (gestion de l'actif) ; (ii) frais relatifs à la gestion des porteurs de part, à la rémunération du dépositaire (gestion du passif), aux obligations légales du Fonds, notamment administratives et comptables et de communication avec les porteurs : il s'agit des frais de tenue du registre des porteurs, des opérations financières concernant le Fonds, des frais de gestion comptable et administrative du Fonds, des frais d'impression et d'envoi des rapports, lettres d'information, avis et attestation destinées aux porteurs ; (iii) rémunération du Commissaire aux Comptes : les honoraires du Commissaire aux Comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et la Société de gestion.

Le montant global des Autres frais plafonnés mentionnés aux trois tirets précédents ne pourra excéder 0,55% TTC (TVA 19,6%) par an de l'actif net ou 150 000 euros TTC.

Frais liés aux investissements : (i) les frais externes relatifs aux opérations d'acquisition de titres et de désinvestissements n'ayant pas été suivies d'un investissement ou d'un désinvestissement du Fonds, à savoir sans que cette énumération soit exhaustive, les frais d'audit, d'études techniques et de qualification. La Société de gestion fera en sorte que leurs montants soient proportionnés à l'opération d'investissement concernée ; (ii) les frais liés aux investissements et désinvestissements. Ils comprennent notamment les frais éventuels d'intermédiaires et de courtage, les frais d'études, d'audits et de qualification, les frais d'assurance du portefeuille de participations non cotées et les frais de contentieux à l'exclusion de ceux résultant d'une procédure établissant la responsabilité de la Société de gestion, les impôts sur les opérations de bourse éventuellement dus ainsi que tous droits et taxes pouvant être dus à raison ou à l'occasion des acquisitions ou cessions sous quelque forme que ce soit et notamment les droits d'enregistrement prévus par l'article 726 du Code Général des Impôts. La Société de gestion fera en sorte que leurs montants soient en tout état de cause proportionnés à l'opération d'investissement ; (iii) les primes dues au titre des contrats d'assurance couvrant l'éventuelle responsabilité des personnes chargées de veiller sur les participations du Fonds dans les sociétés du portefeuille, notamment en qualité d'administrateurs et/ou de mandataires sociaux de ces sociétés.

Ces frais constituent un élément du coût d'acquisition pour le Fonds. Ils sont répartis le cas échéant au prorata des co-investissements. Le montant net annuel de ces frais ne pourra dépasser un taux de 1,2% TTC (TVA 19,6%) de l'actif net.

Frais de constitution : 1% TTC sont prélevés par la société de gestion sur les souscriptions, dans le mois suivant la date de calcul de la valeur liquidative.

Tableau récapitulatif des frais

Droits d'entrée	5% TTC maximum des souscriptions
Commission de gestion	3,5% TTC de l'actif net (par an)
Autres frais plafonnés, y compris les honoraires du dépositaire et du Commissaire aux comptes	Coût réel avec plafonnement à 0,55% TTC (TVA 19,6%) de l'actif net (par an) ou 150 000 euros TTC
Frais liés aux investissements	Coût réel avec plafonnement à 1,2% TTC (TVA 19,6%) de l'actif net (par an)
Frais de constitution	1% TTC sur les souscriptions

DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE

Date de clôture du premier exercice : 30 juin 2009.

Date de clôture des exercices suivants : dernier jour de bourse de la place de Paris du mois de juin.

PERIODICITE DE LA VALEUR LIQUIDATIVE

Mensuelle

LIEU DE PUBLICATION DE LA VALEUR LIQUIDATIVE, DES PRIX D'EMISSION ET DE RACHAT

ODYSSEE VENTURE, 26 rue de Berri 75008 PARIS.

Le règlement du Fonds qui complète la présente notice d'information, les rapports annuels établis par ODYSSEE Venture et le Commissaire aux Comptes, ainsi que les comptes de l'exercice peuvent être obtenus sans frais par les souscripteurs auprès d'ODYSSEE Venture.

La présente notice d'information doit être remise à toute personne préalablement à toute souscription.

Date d'agrément du FIP par l'AMF : 08/08/2007

Date d'édition de la notice d'information : 12/09/2008

ODYSSEE Venture
26 rue de Berri - 75008 Paris

REGLEMENT FIP CAPITAL PROXIMITE 2

FONDS D'INVESTISSEMENT DE PROXIMITE

Régi par le livre II chapitre IV du Code Monétaire et Financier (Art. L 214-1 à L 214-41-1 et L 231-3 à L231-6)

AVERTISSEMENT DE L'AUTORITE DES MARCHES FINANCIERS

Lorsque vous investissez dans un FIP (fonds d'investissement de proximité), vous devez tenir compte des éléments et des risques suivants :

- Le fonds va investir au moins 60% des sommes collectées dans des entreprises à caractère régional, dont au moins 10% dans de jeunes entreprises (créées depuis moins de 5 ans). Les 40% restant seront éventuellement placés dans des instruments financiers autorisés par la réglementation, par exemple des actions ou des fonds (ceci étant défini dans la notice du FIP).

- Pour vous faire bénéficier de l'avantage fiscal, les seuils de 10 et de 60% précédemment évoqués devront être respectés dans un délai maximum de 2 exercices et vous devrez conserver vos parts pendant au moins 5 ans. Cependant la durée optimale du placement n'est pas liée à cette contrainte fiscale du fait d'investissements du fonds dans des sociétés régionales, souvent de petites tailles, dont le délai de maturation est en général plus important.

- Votre argent va donc être en partie investi dans des entreprises qui ne sont pas cotées en bourse. La valeur de vos parts sera déterminée par la société de gestion, selon la méthodologie décrite dans le règlement du fonds, sous le contrôle du dépositaire et du commissaire aux comptes du fonds. Le calcul de cette valeur est délicat.

- Le rachat de vos parts par le fonds peut dépendre de la capacité de ce dernier à céder rapidement ses actifs ; elle peut donc ne pas être immédiate ou s'opérer à un prix inférieur à la dernière valeur liquidative connue. En cas de cession de vos parts à un autre souscripteur, le prix de cession peut également être inférieur à la dernière valeur liquidative connue.

L'AMF appelle l'attention des souscripteurs sur le niveau élevé des frais directs et indirects maximum auxquels est exposé ce fonds . La rentabilité de l'investissement envisagé suppose une performance élevée et continue des marchés financiers.

Au 29 décembre 2006, la part de l'actif investie dans des entreprises éligibles aux FIP gérés par la Société de gestion ODYSSEE Venture est la suivante :

Dénomination du fonds	Date de création	Pourcentage de l'actif éligible à la date du 29/12/2006	Date à laquelle l'actif doit comprendre au moins 60% de titres éligibles
Capital Proximité	31/12/2005	25,2%	30/06/2008

IL A ETE CONSTITUE A L'INITIATIVE DE :

ODYSSEE VENTURE

Société de gestion de portefeuille agréée par la Commission des Opérations de Bourse le 2 décembre 1999 (GP 99-36), constituée sous la forme d'une Société par Actions Simplifiée au capital de 200.000 euros, ayant son siège social au 26 rue de Berri, 75008 PARIS, sous le N° RCS B 425 130 927

Exerçant les fonctions de « SOCIETE DE GESTION » D'UNE PART

ET

RBC DEXIA INVESTOR SERVICES BANK FRANCE

SA à conseil d'administration au capital de 22.240.000 euros, ayant son siège social au 105 rue Réaumur, 75002 PARIS, sous le N° RCS B 479 163 305

Exerçant les fonctions de « DEPOSITAIRE » D'AUTRE PART

UN FONDS D'INVESTISSEMENT DE PROXIMITE,
régé par le livre II chapitre IV du Code Monétaire et Financier (Art. L 214-1 à L 214-41-1 et L 231-3 à L231-6)

TABLE DES MATIERES

Article 1 - Dénomination

Article 2 - Orientation de la gestion

Article 3 - Composition des actifs

Article 4 - Durée de vie

Article 5 - Fiscalité

Article 6 - Constitution du fonds

Article 7 - Parts du fonds

Article 8 - Variation du nombre de parts

Article 9 - Souscriptions

Article 10 - Cessions

Article 11 - Rachats

Article 12 - Revenus du fonds

Article 13 - Distribution de revenus et d'avoirs

Article 14 - Valeur liquidative des parts

Article 15 - Evaluation du portefeuille

Article 16 - Droits et obligations des porteurs de parts

Article 17 - Société de gestion

Article 18 - Dépositaire

Article 19 - Commissaire aux comptes

Article 20 - Rémunération de la Société de gestion

Article 21 - Autres frais plafonnés

Article 22 - Frais liés aux investissements

Article 23 - Frais de constitution

Article 24 - Commissions perçues par le Fonds

Article 25 - Exercice

Article 26 - Comptes et rapports annuels

Article 27 – Fusion - Scission

Article 28 - Dissolution

Article 29 - Préliquidation

Article 30 - Liquidation

Article 31 - Droit applicable – Contestations

ARTICLE 1 – DENOMINATION

Le Fonds d'investissement de proximité (« FIP »), désigné ci-après par l'abréviation « Fonds » a pour dénomination : « CAPITAL PROXIMITE 2 »

ARTICLE 2 – ORIENTATION DE LA GESTION

Le Fonds sera investi au moins à 60% dans des sociétés éligibles au quota des FIP. Le placement du solde de l'actif répondra à un objectif de diversification, et sera principalement investi en actifs liés au secteur immobilier et éligibles à l'investissement des Fonds Commun de Placement à Risques (« FCPR »).

2-1 Investissements dans les sociétés éligibles au quota de 60%

i) Règles générales

La zone géographique du Fonds est constituée des régions Ile-de-France, Bourgogne, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Pour cette partie de l'actif éligible au ratio de 60%, la Société de gestion privilégiera une bonne diversification sectorielle des investissements. Ceux-ci seront orientés principalement vers les services à la personne, les services aux entreprises, ainsi que les secteurs informatique, santé, industrie et distribution spécialisée. Le Fonds effectuera principalement des investissements de type capital développement ou capital transmission, c'est-à-dire des investissements dans des entreprises sélectionnées pour leur maturité et leur rentabilité. Les investissements orientés vers les jeunes entreprises seront proches du ratio minimum de 10% prévu par la loi. Ils seront concentrés dans les secteurs informatique, électronique et santé.

En fonction des opportunités, ces participations seront principalement composées de valeurs mobilières (actions, obligations convertibles, obligations remboursables en actions, bons de souscription d'actions...) de sociétés non cotées ayant leur siège dans les pays de l'Union Européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace Economique Européen ayant conclu avec la France une convention fiscale qui contient une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude ou l'évasion fiscale, ou de sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un des marchés d'instruments financiers français ou étrangers, dont le fonctionnement est assuré par une entreprise de marché ou un prestataire de services d'investissements ou tout autre organisme similaire étranger d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace Economique Européen, émis par des sociétés dont la capitalisation boursière est inférieure à 150 millions d'euros, dans le respect des règles énoncées ci-dessus.

Le Fonds investira dans des entreprises non cotées et dans des entreprises cotées, dans la limite fixée par le Code monétaire et financier (« CMF »), soit à la date d'agrément du Fonds 40% minimum en entreprises non cotées et 20% maximum en entreprises cotées.

Le Fonds pourra investir dans des parts de FCPR, de SCR ou d'entité relevant de la réglementation applicable aux FCPR, sous forme de parts ou d'actions. Ces placements ne représenteront pas plus de 10% de l'actif.

Le Fonds a vocation à prendre des participations minoritaires. Conformément à la législation, le pourcentage de participation du Fonds au capital de chaque entreprise ne peut excéder 35%.

La Société de gestion pourra rechercher auprès d'organismes de place ou d'organismes publics, par exemple la Sofaris, un système de garanties pour tout ou partie des investissements réalisés dans des entreprises éligibles au quota de 60%. Ce système de garanties n'est pas automatique et ne couvre que partiellement les défaillances d'entreprise. Il n'est pas assimilable à une garantie du capital pour les souscripteurs du Fonds. Ce système aurait comme principales caractéristiques l'encaissement par le fonds d'une indemnisation partielle en cas de défaillance d'entreprises éligibles au quota de 60% dans lesquelles le fonds a investi et le versement par le fonds d'une commission de garantie et d'une partie des plus-values réalisées sur les investissements garantis. Les modalités précises de ce système de garanties seront définies par des conventions tenues à la disposition des souscripteurs par la Société de gestion, sur simple demande.

ii) Règles déontologiques

Les dossiers d'investissement dans les sociétés non cotées éligibles au quota de 60% seront répartis entre ce fonds et les fonds déjà gérés ou créés ultérieurement par la Société de gestion ou par des sociétés liées. Ils seront co-investis à parts égales, sauf exceptions qui seront fonction du montant des actifs qui restent à investir, du délai pour respecter les ratios, de la réserve de trésorerie disponible de ces fonds, notamment à partir de la sixième année, de leurs propres critères d'intervention etc.

Sous réserve de leurs propres critères d'intervention, les FIP disposeront d'une priorité d'investissement dans les sociétés non innovantes (au sens de la réglementation fiscale définissant les FCPI) sur d'autres fonds que pourrait gérer la Société de gestion.

Si plusieurs structures d'investissement gérées par la Société de gestion ou une société liée co-investissent au bénéfice d'une société non cotée, celles-ci devront intervenir dans des conditions rigoureusement identiques, tant en termes de prix que de support d'investissement à l'entrée comme à la sortie. Sous réserve de la durée résiduelle du support concerné, des décotes liées exclusivement à l'absence de garantie de passif et/ou des ordres de rachat des parts, des frais dus à la liquidation ou à la dissolution du fonds, les sorties doivent être réalisées conjointement et à des conditions équivalentes. Cette obligation cesse de s'appliquer dès lors que les titres concernés font l'objet d'une cotation sur un marché réglementé ou organisé et non réglementé. Le rapport annuel mentionnera les conditions d'application aux co-investissements des principes définis ci-dessus.

Le Fonds ne pourra participer à une opération d'apport en fonds propres complémentaires au profit d'une société dans laquelle il n'a pas encore investi et ayant déjà à son capital une structure d'investissement que gèrerait la Société de gestion ou une société liée que si un ou plusieurs investisseurs extérieurs interviennent à un niveau suffisamment significatif eu égard à l'investissement initial de la structure d'investissement concernée, du tour de table et des règles d'investissement du ou des investisseurs extérieurs. Cette obligation cesse de s'appliquer dès lors que les titres concernés font l'objet d'une cotation sur un marché réglementé ou organisé et non réglementé. De façon exceptionnelle, cet investissement complémentaire peut être réalisé sans investissement d'un investisseur tiers, sur le rapport de deux experts indépendants, dont éventuellement le commissaire aux comptes du Fonds. Le rapport annuel relatera les opérations concernées, et le cas échéant décrira les motifs pour lesquels aucun investisseur tiers n'est intervenu, et justifiera l'opportunité de l'investissement ainsi que son montant.

Il n'est pas prévu de transfert de participation détenue depuis moins de douze mois dans des sociétés non cotées entre le Fonds et une société liée à la société de gestion.

Ni la Société de gestion, ni les gérants ne co-investiront aux cotés du Fonds.

2-2 Investissements hors quota

La part de l'actif qui n'a pas vocation à être investie en titres d'entreprises éligibles au ratio de 60% sera gérée selon un mode diversifié sur la durée de vie du fonds. Elle aura vocation à être investie principalement en actifs liés au secteur immobilier sous la forme d'actions, obligations convertibles ou autres valeurs mobilières, de parts sociales ou d'avances en compte courant dans des sociétés cotées et non cotées pour atteindre 30% à 40% de l'actif. La priorité sera donnée aux sociétés foncières qui investissent dans de l'immobilier commercial. De même, cette partie de l'actif sera progressivement désinvestie à compter du deuxième exercice précédant l'échéance du Fonds. Le solde sera investi en produits actions, en produits de taux obligataires et monétaires, et de gestion alternative ou de parts de FCPR ou d'entité dans le cadre de la réglementation applicable aux FCPR dans la limite de 10% de l'actif, essentiellement sous la forme d'OPCVM. La Société de gestion pondérera cette stratégie de gestion de long terme en fonction de l'évolution de l'activité économique des pays de la zone OCDE et des niveaux atteints par les indices boursiers. Le profil de risque des investissements hors quota est donc principalement lié à l'évolution du marché immobilier et de la consommation des ménages. Il pourra aller jusqu'à représenter l'intégralité de cette part de l'actif et exposer donc à due proportion le Fonds aux évolutions de ces marchés. Le Fonds ne sera que marginalement exposé à un risque de taux.

Le Fonds n'acquerra pas de warrants. Le Fonds n'a pas vocation à investir sur les marchés à terme, les instruments dérivés ou les fonds d'investissement étrangers non coordonnés.

2-3 Prestations de services

Il s'agit de prestations de conseil et de montage, ingénierie financière, stratégie industrielle, fusion et acquisition, et introduction en bourse. Dans tous les cas, il est interdit aux salariés ou dirigeants de la société de gestion agissant pour leur propre compte, de réaliser des prestations de service rémunérées au profit du fonds ou des sociétés dont il détient ou projette l'acquisition d'une participation.

Si pour réaliser des prestations de service significatives, lorsque le choix est de son ressort, l'intervenant souhaite faire appel à une personne physique, morale, une société ou autre liée à la société de gestion au profit du Fonds ou d'une société dans laquelle il détient une participation ou dont l'acquisition est projetée, son choix doit être décidé en toute autonomie après mise en concurrence.

Si les prestations de service sont réalisées au profit du fonds par le gestionnaire, les frais relatifs à ces prestations doivent être inclus dans le montant maximum des frais de gestion. Les facturations nettes relatives aux prestations réalisées par le gestionnaire doivent venir en diminution de la commission de gestion supportée par les porteurs au prorata de la participation en fonds propres et quasi fonds propres détenue par le fonds.

Le rapport de gestion doit mentionner : (i) pour les services facturés au Fonds : la nature de ces prestations et le montant global, par nature de prestations, et s'il a été fait appel à une société liée, son identité et le montant global facturé ; (ii) pour les services facturés par la société de gestion aux sociétés dans lesquelles le Fonds détient une participation, la nature de ces prestations ; et, lorsque le bénéficiaire est une société liée, dans la mesure où l'information peut être obtenue, l'identité du bénéficiaire et le montant global facturé.

ARTICLE 3 – COMPOSITION DES ACTIFS

Le Fonds est une copropriété de valeurs mobilières et de parts de sociétés à responsabilité limitée françaises et étrangères (y compris parts ou actions émises par des organismes de placement collectif de valeurs mobilières régies par la législation d'un Etat membre de l'Union Européenne).

Il a pour vocation de permettre à une clientèle sélectionnée de bénéficier d'une gestion collective professionnelle d'actifs éligibles au quota de 60%, dans un cadre fiscal attractif. La nature particulière des investissements nécessite d'organiser clairement les différentes étapes de la vie du Fonds.

3-1 Cadre général : le Fonds Commun de Placement à Risques

Conformément aux dispositions de l'article L214-36 du CMF, l'actif est constitué, pour 50% au moins, de titres donnant accès directement ou indirectement au capital de sociétés qui ne sont pas négociés sur un marché d'instruments financiers, ou de sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un des marchés d'instruments financiers français ou étrangers, dont le fonctionnement est assuré par une entreprise de marché ou un prestataire de services d'investissements ou tout autre organisme similaire étranger d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace Economique Européen, émis par des sociétés dont la capitalisation boursière est inférieure à 150 millions d'euros.

Par ailleurs, il peut être constitué : (i) pour 35% au plus en actions ou parts d'un même organisme de placement collectif en valeurs mobilières ; (ii) pour 15% au plus sous forme d'avances en compte-courant consenties, pour une durée de trois ans au plus, à des sociétés dans lesquelles le fonds détient au moins 5% du capital ; (iii) pour 10% au plus en titres d'un même émetteur, ce pourcentage étant porté à 20% lorsqu'il s'agit de titres admis aux négociations sur un marché réglementé ou échangés contre des titres de même nature. De plus, le Fonds ne peut détenir plus de 35% du capital ou des droits de vote de cet émetteur ; (iv) pour 10% au plus en parts d'entités autres que des FCPR, FCPI, FIP et FCPR bénéficiant d'une procédure allégée. De plus, le fonds ne peut détenir plus de 20% des titres, droits ou engagements de souscription d'une même entité autre que des FCPR, FCPI, FIP ou d'un FCPR bénéficiant d'une procédure allégée.

3-2 Cadre particulier : le Fonds d'investissement de proximité

Conformément aux dispositions de l'article L 214-41.1 du CMF, l'actif du FIP est constitué à concurrence de 60% au moins de valeurs mobilières, parts de SARL et avances en compte courant, dont au moins 10% dans des nouvelles entreprises exerçant leur activité depuis moins de 5 ans, telles que définies par le 1 et le a du 2 de l'article L 214-36 du CMF, émises par des sociétés ayant leur siège dans un Etat membre de la Communauté européenne qui sont soumises à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun ou en seraient passibles dans les mêmes conditions si l'activité était exercée en France.

Ces sociétés doivent en outre : (i) exercer leurs activités principalement dans des établissements situés dans la zone géographique constituée par les régions Ile de France, Bourgogne, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou y avoir établi leur siège social ; (ii) répondre à la définition des petites et moyennes entreprises figurant à l'annexe I au règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission, du 12 janvier 2001, concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises ; (iii) ne pas avoir pour objet la détention de participations financières, sauf à détenir exclusivement des titres donnant accès au capital de sociétés dont l'objet n'est pas la détention de participations financières et qui répondent aux conditions d'éligibilité ci-dessus.

Les conditions relatives à la zone géographique et à la taille de l'entreprise s'apprécient à la date à laquelle le Fonds réalise ses investissements. Sont également prises en compte dans le calcul du quota de 60% les parts de FCPR mentionnés à l'article L214-36 et les actions de sociétés de capital-risque régies par l'article 1^{er}-1 de la loi n°85-695 du 11 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier à concurrence du pourcentage d'investissement direct de l'actif de la structure concernée dans les sociétés qui répondent aux dispositions du premier alinéa, du a et du b, à l'exclusion des sociétés ayant pour objet la détention de participations financières.

Sont également prises en compte dans le calcul du quota de 60% les participations versées à des sociétés de caution mutuelle ou à des organismes de garantie intervenant dans la zone géographique du Fonds.

Durant la période où les porteurs de parts ont à respecter l'obligation fiscale de conservation de leurs parts (article 3-3 du présent règlement), la Société de gestion s'assure en permanence que le Fonds respecte le ratio de 60% défini ci-dessus, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur. Par ailleurs, conformément aux règles d'investissement des FIP, la Société de gestion s'assurera en permanence du respect des ratios réglementaires.

3-3 Calendrier des prises de participations et des cessions de participations

Les souscriptions seront progressivement investies en actifs éligibles au ratio de 60% au cours des deux premiers exercices du fonds, de manière à respecter le ratio de 60% défini dans les délais réglementaires.

Pendant le délai d'atteinte du ratio de 60%, les sommes non encore investies en actifs éligibles seront investies en produits de trésorerie, essentiellement sous forme de placements monétaires.

En cas de non respect du quota de 50% ou de 60% lors d'un inventaire semestriel, le Fonds n'est pas déchu de son régime s'il régularise sa situation au plus tard lors de l'inventaire suivant sous réserve, d'une part que la Société de gestion informe le service des impôts auprès duquel elle dépose sa déclaration de résultats dans le mois suivant l'inventaire ayant fait apparaître que le quota n'a pas été respecté et, d'autre part, qu'il s'agisse du premier manquement.

Compte tenu de la clôture de toute souscription le 31 décembre 2008 (article 11 du présent règlement), la période d'indisponibilité précisée à l'article 7 du règlement prend fin le 31 décembre 2013.

La Société de gestion accélérera le rythme de désinvestissement progressif des participations, de manière à assurer la liquidation du fonds le dernier jour de bourse de la place de Paris du mois de décembre 2015, sous réserve des dispositions de l'article 4.

3-4 Modification de la réglementation applicable

Si la loi et les règlements applicables définissant notamment les quotas d'investissements et les critères d'éligibilité des actifs au régime des FIP étaient modifiés, les nouvelles dispositions s'appliqueraient automatiquement au Fonds, sans démarche préalable ni notification aux porteurs de parts.

ARTICLE 4 – DUREE

Le Fonds est créé pour une durée de 8 ans à compter de sa constitution. Cette durée peut être prorogée par la Société de gestion en accord avec le Dépositaire par période d'une année et au maximum 2 fois. Chacune de ces décisions de prorogation est prise trois mois avant l'expiration de la durée prévue à l'alinéa précédent ou avant l'expiration de la durée précédemment prorogée. Elle est portée à la connaissance des porteurs de parts et de l'Autorité des Marchés Financiers.

ARTICLE 5 - FISCALITE

La Société de gestion tient à la disposition de tout porteur qui en fait la demande les règles fiscales relatives au Fonds.

ARTICLE 6 – CONSTITUTION DU FONDS

Le Fonds est constitué selon la procédure prévue par les textes en vigueur. A sa constitution, l'actif du Fonds est d'un montant minimum de 400.000 euros. L'attestation de dépôt établie par le Dépositaire, qui détermine la date de constitution du Fonds, précise le montant versé en espèces.

ARTICLE 7 – PARTS DU FONDS

7-1 Caractéristiques des parts

Les droits des membres du Fonds, copropriétaires de son actif, sont exprimés en dix-millièmes de parts. Chaque porteur dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du Fonds proportionnel au nombre de parts possédées dans chaque catégorie.

Les droits des copropriétaires sont exprimés en parts de deux catégories différentes, ayant des droits différents définis à l'article 13-2. La souscription des parts A est réservée aux personnes morales (entreprises soumises à l'IS, fonds communs de placement) et aux personnes physiques qui ne détiennent à aucun moment pendant la durée du fonds plus de 10% des parts de celui-ci, et ce directement ou par personnes interposées. La souscription des parts B est réservée à la Société de gestion et aux membres de l'équipe de gestion (mandataires sociaux, salariés, prestataires de services). Les titulaires de parts B souscriront en tout 500 parts B pour un montant total de 5000 euros, soit 0,02% des souscriptions pour un fonds de 25 millions d'euros. Ces parts leur donneront droit, dès lors que le

nominal des parts A aura été remboursé, à percevoir 20% des produits et plus values nets. Dans l'hypothèse où les porteurs de parts A ne percevraient pas le montant nominal de ces parts, les porteurs de parts B perdront la totalité de leur investissement dans ces parts B.

Toute souscription de parts doit être préalablement autorisée par la Société de gestion.

7-2 Valeurs d'origine et propriété des parts

La valeur d'origine des parts est de 1000 euros pour une part A et de 10 euros pour une part B. Les parts sont inscrites sur une liste tenue par le dépositaire. Cette inscription ou toute modification d'inscription donne lieu à la délivrance d'une attestation nominative remise au propriétaire.

ARTICLE 8 – VARIATION DU NOMBRE DE PARTS

Le nombre de parts s'accroît par souscription de parts A et de parts B nouvelles ou diminue du fait du rachat de parts A et B antérieurement souscrites. Toutefois, il ne peut être procédé à l'émission de parts nouvelles si des offres de cession reçues par le Fonds n'ont pas été exécutées.

Les rachats des parts à l'initiative du souscripteur sont suspendus si l'actif du Fonds est inférieur à 300.000 euros. Lorsque l'actif demeure pendant trente jours inférieur à ce montant, la Société de gestion prend les dispositions nécessaires pour procéder à la dissolution et liquidation du Fonds ou à l'une des formalités prévues aux articles 27 et 28 ci-après.

ARTICLE 9 – SOUSCRIPTIONS

Les souscriptions sont effectuées en numéraire et traduites en dix-millièmes de parts pour la fraction de l'investissement qui ne correspond pas à une part entière. Le montant de la souscription ne peut être inférieur à 1000 euros pour les parts A et 10 euros pour les parts B, droits d'entrée exclus. Les souscriptions doivent être intégralement libérées auprès du dépositaire le jour de la création des parts. La souscription est constatée par un bulletin de souscription. Les souscriptions de parts A sont majorées de 5% maximum à titre de droits d'entrée acquis à la Société de gestion et au distributeur.

La Société de gestion dispose d'un droit d'agrément des candidats à la souscription, en vertu duquel elle pourrait librement refuser toute souscription dans le Fonds ayant pour effet de permettre à une personne physique de détenir directement ou indirectement plus de 10% de ses parts.

9-1 Première période de souscription

Une première période de souscription commencera à l'agrément du Fonds par l'Autorité des marchés financiers et s'achèvera le 31 décembre 2007 à 12 heures. Pendant cette période, les souscriptions sont effectuées sur la base de la valeur d'origine de la part et reçues auprès du dépositaire. Elles seront enregistrées en date du 31 décembre 2007, date de la création des parts.

9-2 Seconde période de souscription

Une seconde période de souscription commencera à la constitution du fonds et s'achèvera le 31 décembre 2008. Ces souscriptions seront effectuées sur la base de la valeur liquidative de la part le dernier jour ouvré du mois et reçues auprès du dépositaire. Elles seront enregistrées le dernier jour ouvré du mois, date de création des parts. La seconde période de souscription pourra être clôturée par anticipation avec un délai d'information préalable de 15 jours. Aucune souscription ne sera recueillie après le 31 décembre 2008.

ARTICLE 10 – CESSIONS

Les parts A sont cessibles à tout moment.

Il est toutefois rappelé que les avantages fiscaux mentionnés à l'article 7 du règlement sont conditionnés à la conservation des parts pendant une durée minimale de cinq ans à compter de leur souscription. En conséquence, l'inobservation de cette condition par le porteur aura pour effet la réintégration des sommes ou valeurs exonérées d'impôt sur le revenu de même que la remise en cause de la réduction d'impôt accordée lors de la souscription aux parts du Fonds.

Les cessions peuvent s'effectuer directement entre les parties intéressées, chaque propriétaire demandant éventuellement au dépositaire de lui fournir la dernière valeur liquidative. Le dépositaire doit être informée de ces opérations par lettre recommandée avec accusé de réception pour procéder à leur inscription. A cet égard, il est rappelé que la propriété des parts résulte de leur inscription sur le registre prévu à l'article 7 du présent Règlement.

En outre, les copropriétaires ont la faculté de demander à la Société de gestion de rechercher un acquéreur. Ils adressent leur demande au dépositaire. Ce dernier tient une liste nominative et chronologique des offres de cession reçues qui doivent être établies, conformément au modèle figurant en annexe. Elles sont prises en considération en tenant compte de leur date d'enregistrement, les plus anciennes

étant exécutées les premières.

Les offres de cession reçues par le dépositaire et ayant trouvé une contrepartie sont réglées en numéraire par l'acquéreur. Les fonds correspondants sont reversés au cédant dans un délai maximum de 10 jours, diminués d'une commission de cession au profit de la Société de gestion égale à 5% TTC.

Les offres de cession non exécutées au moment du calcul de la valeur liquidative deviennent des demandes de rachat si la date à partir de laquelle ces dernières sont recevables est atteinte.

Le Dépositaire et la Société de gestion ne garantissent pas la contrepartie des offres de cession.

La Société de gestion pourra toutefois s'opposer à toute cession qui permettrait à une personne physique de détenir plus de 10% des parts du Fonds.

Le cédant sera tenu de signer un bordereau de cession qui devra être remis au dépositaire. Sur ce bordereau figureront le nom, l'adresse ou le siège social du ou des cessionnaires de parts, le nombre de parts A cédées et le prix de cession. Le dépositaire modifiera alors la liste des propriétaires. Une nouvelle attestation étant alors remise au cessionnaire nouveau propriétaire.

Les cessions de parts B ne peuvent être effectuées qu'entre personnes répondant aux critères de leur souscription.

ARTICLE 11 – RACHATS

Aucune demande de rachat des parts à l'initiative des porteurs de parts n'est autorisée avant l'expiration d'un délai de 8 ans à compter de la constitution du Fonds. En outre, les parts B ne peuvent être présentées au rachat tant que les parts A n'ont pas été remplies de la totalité de leur droit préciputaire tel que défini à l'article 13-2.

Toutefois, à compter de l'expiration de la période d'indisponibilité fixée à l'article 3-3, la Société de gestion peut procéder à des rachats de parts, à tout moment, pour permettre aux parts A et B d'appréhender les sommes leur revenant au titre de l'article 13-2.

Cependant, à titre exceptionnel, les rachats de parts A qui interviennent avant l'expiration de ce délai de 8 ans sont acceptés dès lors qu'ils sont justifiés par les éléments suivants : (i) licenciement du porteur de part ou de son conjoint soumis à imposition commune, (ii) invalidité du porteur ou de son conjoint soumis à une imposition commune correspondant au classement dans la deuxième ou troisième catégorie prévues à l'article L341-4 du Code de la Sécurité Sociale, (iii) décès du porteur ou de conjoint soumis à une imposition commune.

Ces demandes de rachat à titre exceptionnel, accompagnées de leurs pièces justificatives, sont réalisées sur la base de la prochaine valeur liquidative calculée après la réception de la demande de rachat.

Les demandes de rachat seront prises en compte par le dépositaire après remise d'un bordereau de rachat portant sur une part ou une fraction de part. A la liquidation du Fonds, les liquidités sont attribuées aux porteurs ainsi qu'il est dit à l'article 3-3 sous réserve des dispositions de l'article 4 concernant la prorogation éventuelle du Fonds, sans retenue d'aucun frais.

Le règlement des rachats est effectué exclusivement en numéraire. Ils sont réglés par le dépositaire dans un délai maximum de quinze jours suivant celui de l'évaluation de la part.

Toutefois, si en cas de circonstances exceptionnelles le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le Fonds, ce délai peut être prolongé sans pouvoir excéder un an. Chaque porteur de parts pourra exiger la liquidation du Fonds si ce dernier ne peut satisfaire à sa demande de rachat, un an après son dépôt, au-delà du délai de blocage de 8 ans ci-dessus indiqué.

ARTICLE 12 – REVENUS DU FONDS

Le Fonds comptabilise les produits des placements selon la règle du « coupon encaissé ».

La Société de gestion capitalisera annuellement l'intégralité des résultats du Fonds durant la période d'indisponibilité fiscale. A l'issue de cette période, la Société de gestion se réserve la possibilité de modifier le régime de distribution des revenus du Fonds.

ARTICLE 13 – DISTRIBUTION DE REVENUS ET D'AVOIRS

13-1 Distribution

A l'issue de la période d'indisponibilité fiscale de 5 ans (article 92 G et 163 quinquies B du CGI), et au plus tôt le dernier jour de bourse de la place de Paris du mois de décembre 2013, la Société de gestion pourra procéder à la distribution d'une partie des avoirs du Fonds en espèces. Les parts B ne peuvent être

rachetées que lorsque les parts A ont reçu la totalité des sommes devant leur revenir, au titre de leur droit préciputaire défini à l'article 13-2.

13-2 Mise à disposition des porteurs de parts des revenus, produits de cession et avoirs

Les distributions de revenus, de produits de cession et d'avoirs générés par chaque société du portefeuille se font, au profit de chacune des catégories de parts en respectant l'ordre de priorité suivant : (1) attribution préciputaire aux parts A d'une somme égale au montant de leur valeur nominale, diminuée du montant total de toute distribution antérieure faite au profit de parts A, (2) attribution du solde de l'actif net du Fonds, à concurrence de 80% au profit des parts A et de 20% au profit des parts B.

ARTICLE 14 – VALEUR LIQUIDATIVE DES PARTS

La valeur liquidative des parts de chaque catégorie est obtenue en divisant par leur nombre la quote-part de l'actif net du Fonds qui lui revient en application du 13-2.

La valeur liquidative des parts A et des parts B est établie de façon mensuelle le dernier jour ouvré du mois. Si ce jour n'est pas un jour de bourse, la valeur liquidative sera calculée le premier jour de bourse précédent. La valeur liquidative des parts A et B est calculée en euro. Le montant de la valeur liquidative des parts A et B et la date à laquelle elle est établie sont communiqués aux porteurs des parts par voie d'affichage ou de communication dans la presse.

ARTICLE 15 – EVALUATION DU PORTEFEUILLE

Pour la détermination de la valeur liquidative des parts il est tenu compte des règles d'évaluation suivantes :

15-1 Valeurs cotées

Les valeurs françaises cotées sont évaluées sur la base du premier cours de bourse connu au jour de leur évaluation. Les valeurs étrangères cotées sont évaluées sur la base du premier cours de bourse connu, à Paris s'il en est un et sinon sur leur principale place de cotation, au jour de l'évaluation.

15-2 Actions de SICAV ou parts de Fonds Commun de Placement

Les actions de SICAV ou parts de fonds commun de placement sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue.

15-3 Evaluation des titres négociés sur des marchés non réglementés (marchés OTC)

Ces titres sont évalués sur la base du premier cours pratiqué sur ces marchés au jour de l'évaluation ou, à défaut de cours coté à la date d'évaluation ou lorsque le marché est très réduit et que le cours coté n'est pas significatif, selon les règles applicables aux valeurs non cotées.

15-4 Evaluation des titres de créances négociables

Les titres de créance négociables sont évalués à leur valeur de marché. En l'absence de transactions significatives, une méthode actuarielle est appliquée : les taux retenus sont ceux des émissions de titres équivalents affectés de la marge de risque liée à l'émetteur. Cette marge doit être corrigée en fonction des risques de marché (taux, émetteur, etc.). Toutefois, en cas de sensibilité particulière de certains titres aux risques de marché (taux, émetteur, etc.), cette méthode doit être écartée.

15-5 Evaluation des valeurs non cotées

Les valeurs non cotées sont évaluées par la Société de gestion en utilisant comme méthode de valorisation celle retenue lors de l'acquisition, sauf ajustement effectué par la Société de gestion sous le contrôle du Commissaire aux Comptes du Fonds. Par la suite, des ajustements pourront être effectués à l'initiative de la Société de gestion, dans les cas suivants : émission d'un nombre important de titres souscrits à un prix sensiblement différent de la valeur comptable initialement retenue ; transactions portant sur un nombre significatif de titres à un prix sensiblement différent de la valeur comptable initialement retenue ; survenance d'éléments susceptibles d'influer de manière significative sur la situation et les perspectives de la société dont les titres sont détenus en portefeuille.

ARTICLE 16 - DROITS ET OBLIGATIONS DES PORTEURS DE PARTS

Chaque porteur de parts du Fonds dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du Fonds dont l'étendue résulte de l'application des règles de détermination de la valeur liquidative des parts qu'il détient.

La souscription ou l'acquisition de parts du fonds entraîne de plein droit l'adhésion au présent règlement.

ARTICLE 17 – SOCIETE DE GESTION

La gestion du Fonds est assurée par la Société de gestion, conformément à l'orientation définie à l'article 2 ci-dessus. La Société de gestion décide des investissements, assure le suivi des participations et décide des désinvestissements. Elle agit en toutes circonstances pour le compte des porteurs

de parts et peut seule, directement ou par délégation de pouvoir à tout mandataire, exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans le Fonds.

La Société de gestion peut se faire assister de tout tiers, expert ou conseil, dans l'exercice de sa mission, dans les conditions prévues à l'article 2-3.

ARTICLE 18 – DEPOSITAIRE

Le Dépositaire assure la conservation des actifs compris dans le Fonds, reçoit les souscriptions et exécute les ordres de la Société de gestion concernant la gestion des actifs du Fonds. Il assure tous les encaissements et tous les paiements du Fonds.

Le Dépositaire s'assure que les opérations que le Fonds effectue sont conformes à la législation des FIP et aux dispositions du présent règlement. Il prend, le cas échéant, toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles.

ARTICLE 19 – COMMISSAIRE AUX COMPTES

Un Commissaire aux Comptes est désigné par la Société de gestion, après avis de l'Autorité des Marchés Financiers. Il effectue les diligences et contrôles prévus par la Loi et notamment certifie, chaque fois qu'il y a lieu, la sincérité et la régularité des comptes et des indications de nature comptable contenues dans le rapport de gestion.

Le Commissaire aux Comptes du Fonds est KPMG Audit, 1 cours Valmy – PARIS La Défense, représenté par Monsieur Pascal LAGAND. Ses honoraires sont fixés en accord avec la Société de gestion et sont à la charge du Fonds.

ARTICLE 20 – REMUNERATION DE LA SOCIETE DE GESTION

La Commission de Gestion annuelle perçue par la Société de gestion est égale à 3,5% TTC de l'actif net du Fonds. Cette commission est calculée et versée mensuellement, prorata temporis, à terme échu. Les souscriptions réalisées au cours du mois sont déduites de cet actif pour le calcul de cette commission. En cas de clôture du Fonds en cours de mois, cette commission est calculée au prorata temporis.

La Société de gestion et le distributeur perçoivent également les droits d'entrée prévus à l'article 9 sur le présent règlement, les frais de cession prévus à l'article 10 et les frais de constitution prévus à l'article 23.

ARTICLE 21 – AUTRES FRAIS PLAFONNES

Le montant global des Autres frais plafonnés mentionnés aux articles 21-1, 21-2 et 21-3 ne pourra excéder 150.000 euros ou 0,55% TTC (TVA 19,6%) par an de l'actif net.

21-1 Frais relatifs à la conservation de l'actif

Il s'agit des frais prélevés par le dépositaire pour assurer la conservation des actifs. Cette rémunération est versée semestriellement après validation par la Société de gestion. Les souscriptions réalisées au cours du mois sont déduites de cet actif pour le calcul des frais du dépositaire. En cas de clôture du Fonds en cours de mois, ces frais sont calculés au prorata.

21-2 Frais relatifs à la gestion du passif

Ce sont les frais relatifs à la gestion des porteurs de parts, à la rémunération du dépositaire (gestion du passif), aux obligations légales du Fonds, notamment administratives et comptables et de communication avec les porteurs. Il s'agit des frais de tenue du registre des porteurs, des opérations financières concernant le Fonds, des frais de gestion comptable et administrative du Fonds, des frais d'impression et d'envoi des rapports, lettres d'information, avis et attestation destinées aux porteurs.

21-3 Rémunération du Commissaire aux Comptes

Les honoraires du Commissaire aux Comptes sont fixés d'un commun accord entre ceux-ci et la Société de gestion.

ARTICLE 22 – FRAIS LIES AUX INVESTISSEMENTS

Le Fonds supportera : (i) Les frais externes relatifs aux opérations d'acquisition de titres et de désinvestissements n'ayant pas été suivies d'un investissement ou d'un désinvestissement du Fonds, à savoir sans que cette énumération soit exhaustive, les frais d'audit, d'études techniques et de qualification. La Société de gestion fera en sorte que leurs montants soient proportionnés à l'opération d'investissement concernée ; (ii) Les frais liés aux investissements et désinvestissements. Ils comprennent notamment les frais éventuels d'intermédiaires et de courtage, les frais d'études, d'audits et de qualification, les frais d'assurance du portefeuille de participations non cotées et les frais de contentieux à l'exclusion de ceux résultant d'une procédure établissant la responsabilité de la Société de gestion, les impôts sur les opérations de bourse éventuellement dus ainsi que tous droits et taxes pouvant être dus à raison ou à l'occasion des acquisitions ou cessions sous

quelque forme que ce soit et notamment les droits d'enregistrement prévus par l'article 726 du Code Général des Impôts. La Société de gestion fera en sorte que leurs montants soient en tout état de cause proportionnés à l'opération d'investissement ; (iii) Les primes dues au titre des contrats d'assurance couvrant l'éventuelle responsabilité des personnes chargées de veiller sur les participations du Fonds dans les sociétés du portefeuille, notamment en qualité d'administrateurs et/ou de mandataires sociaux de ces sociétés.

Ces frais constituent un élément du coût d'acquisition pour le Fonds. Ils sont répartis le cas échéant au prorata des co-investissements. Le montant net annuel de ces frais ne pourra dépasser un taux de 1,2% TTC (TVA 19,6%) de l'actif net.

L'ensemble des frais du Fonds est exprimé TTC (toute taxe comprise). Ils comprennent la TVA dont le taux au jour de la Constitution est de 19,6%. La hausse éventuelle de ce taux sera à la charge du fonds. Il en sera de même en cas d'assujettissement à la TVA de frais initialement non assujettis à la TVA. La baisse éventuelle de ce taux sera répercutée au profit du Fonds.

ARTICLE 23 – FRAIS DE CONSTITUTION

Des frais de constitution de 1% TTC sont prélevés par la société de gestion sur les souscriptions, dans le mois suivant la date de calcul de la valeur liquidative.

ARTICLE 24 – COMMISSIONS PERCUES PAR LE FONDS

L'ensemble des commissions facturées par la Société de gestion à des tiers au titre des investissements viendront en diminution des commissions de gestion perçues par la Société de gestion. Ces commissions comprennent, sans que cette énumération soit exhaustive les commissions de syndication et de montage.

Les diminutions de commission de gestion seront réparties au prorata des co-investissements, le cas échéant (article 2-2).

ARTICLE 25 - EXERCICE

Le premier exercice débutera à la constitution du Fonds le 31 décembre 2007 et s'achèvera le 30 juin 2009. La durée de l'exercice social sera alors de 1 an. Il commencera le 1^{er} juillet de chaque année et se terminera le 30 juin.

ARTICLE 26 - COMPTES ET RAPPORTS ANNUELS

Ces documents sont tenus gracieusement à la disposition des investisseurs, dans les huit semaines à compter de la fin de chacun des semestres de l'exercice social pour la composition de l'actif net et dans un délai maximal de trois mois et demi pour le rapport annuel.

La composition de l'actif net du Fonds est établie le dernier jour ouvré du semestre social par la société de gestion et est soumise à la certification ou à l'attestation de sincérité du commissaire aux Comptes.

Le rapport annuel est arrêté au dernier jour ouvré de l'exercice ; il contient chacun des documents de synthèse définis par le plan comptable et comporte la certification donnée par le Commissaire aux Comptes. Il contient également le rapport de gestion qui comprend les informations suivantes : (i) Un compte rendu sur la mise en œuvre de l'orientation de gestion définie par le règlement du FCPR (politique de gestion, répartition des investissements, co-investissements et co-désinvestissements réalisés aux côtés des portefeuilles gérés et ou conseillés par la société de gestion et/ou une entreprise qui lui est liée) ; dans ce cadre, il est indiqué les évolutions significatives dans l'utilisation des instruments dérivés (Stratégies, incidence sur la performance et sur l'exposition du portefeuille) ; (ii) La nature et le montant global pour chaque catégorie retenue des sommes facturées au Fonds ; lorsque les bénéficiaires sont des entreprises liées à la société de gestion, le rapport indique leur identité ainsi que le montant global facturé ; (iii) L'existence d'opérations de crédit réalisées par un établissement de crédit qui serait lié à la société de gestion ; (iv) Les nominations de mandataires sociaux et salariés de la société de gestion au sein des organes sociaux de sociétés dans lesquelles le Fonds détient des participations ; (v) Les changements de méthodes de valorisation et leurs motifs.

La devise de comptabilité est l'euro.

ARTICLE 27 – FUSION - SCISSION

Ces opérations ont pour vocation de faciliter la liquidité des actifs en fin de vie du Fonds, au delà de la période d'indisponibilité fiscale.

Après accord du dépositaire, la Société de gestion peut fusionner le Fonds avec un autre FCPR, ou scinder le Fonds en deux ou plusieurs autres FCPR.

Ces opérations ne peuvent être réalisées qu'un mois après que les porteurs en ont été informés et donnent lieu à délivrance d'une nouvelle attestation du nombre de parts détenues dans le ou les fonds par chaque porteur.

ARTICLE 28 – DISSOLUTION

La Société de gestion procède à la dissolution du fonds en cas de demande de rachat de la totalité des parts ou à l'expiration de la durée du Fonds, si celle-ci n'a pas été prorogée ou si la Société de gestion le décide.

Dans tous les cas de dissolution, les demandes de rachat ne sont plus acceptées, les actifs du Fonds étant répartis aux porteurs de parts dans les conditions fixées à l'article 16. Si les actifs du Fonds demeurent 30 jours inférieurs au montant fixé à l'article 6 ci-dessus, la Société de gestion procède, sauf opération de fusion avec un autre FIP ou FCPR, à la dissolution du Fonds.

La Société de gestion pourra à tout moment décider de dissoudre le Fonds en cours de vie du Fonds et en informera le Dépositaire. Elle informera au préalable l'Autorité des Marchés Financiers et les porteurs de part de la procédure de dissolution retenue et des modalités de liquidation envisagée.

ARTICLE 29 – PRELIQUIDATION

La Société de gestion pourra également à compter du 1^{er} juillet 2013 (ouverture du 6^{ème} exercice du Fonds) placer le Fonds en période de préliquidation. La Société de gestion en fera préalablement la déclaration à l'AMF et en informera les porteurs trois jours ouvrés avant l'ouverture de la période de préliquidation. Pendant la période de préliquidation, les quotas de 50% et 60% peuvent ne plus être respectés. Le fonds peut céder à une entreprise liée des titres de capital ou de créance. Dans ce cas, les cessions sont évaluées par un expert indépendant sur rapport du commissaire aux comptes du Fonds ; ces cessions ainsi que le rapport y afférant sont communiquées à l'Autorité des marchés financiers.

A compter de l'ouverture de l'exercice qui suit l'entrée en période de préliquidation, le Fonds ne pourra détenir à son actif que des titres ou des droits de sociétés non admises aux négociations sur un marché réglementé français ou étranger ou des titres ou droits de sociétés admises aux négociations sur un marché réglementé français ou étranger lorsque ces titres ou droits auraient été pris en compte pour l'appréciation des quotas de 50% et 60% si le Fonds n'était pas entré en période de préliquidation, des avances en compte courant à ces mêmes sociétés, ainsi que des droits dans des entités mentionnées au b du 2 de l'article L214-36 du CMF, ou des investissements réalisés aux fins du placement des produits de cession de ses actifs et autres produits en instance de distribution au plus tard jusqu'à la clôture de l'exercice suivant celui au cours duquel la cession a été effectuée ou les produits réalisés, et du placement de sa trésorerie à hauteur de 20% de la valeur liquidative du Fonds.

ARTICLE 30 – LIQUIDATION

En cas de dissolution, la Société de gestion est chargée des opérations de liquidation.

La Société de gestion est investie à cet effet des pouvoirs les plus étendus pour réaliser tout ou partie des actifs du Fonds, veiller au paiement des créanciers éventuels et à la répartition des espèces ou des valeurs mobilières entre les porteurs de parts. Elle tient à la disposition des porteurs le rapport du Commissaire aux Comptes sur les opérations de liquidation.

ARTICLE 31 - DROIT APPLICABLE – CONTESTATIONS

Le Droit français régit le présent règlement, les rapports entre les porteurs de parts, le Fonds, la Société de gestion, le Dépositaire et/ou le Commissaire aux Comptes et plus généralement toutes relations, droits et obligations résultant de la création, de la vie, de la dissolution et de la liquidation du Fonds.

Toutes contestations relatives au Fonds qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la Société de gestion ou le Dépositaire sont soumises à la juridiction de Paris.

Date d'agrément du FIP par l'AMF : 08/08/2007

Date d'édition du règlement : 12/09/2008